

ÉDITORIAL

LECTURE DE LA RÉVOLUTION RÉVOLUTION DE LA LECTURE

1989 année du bicentenaire de la Révolution, sera une année riche en événements. Ces derniers seront-ils seulement commémoratifs ?

Une occasion se présente à nous qu'il faut savoir saisir: interroger notre tradition républicaine et démocratique pour fonder une nouvelle approche de la lecture, adaptée celle-là aux enjeux économiques et sociaux qui sont les nôtres. Encore faut-il résister à toute tentative de caricaturer la période révolutionnaire. Or ce qui s'écrit déjà à ce propos ne manque pas d'inquiéter. D'où trois interrogations de notre part :

- Les Français de 1989 sont-ils si évidemment tous, aujourd'hui, fils de la révolution ? Pour dire les choses en usant d'un langage contemporain, le consensus aurait-il encore frappé au point que l'un des deux camps n'aurait plus d'héritiers ? Ne serions-nous tous ni blancs, ni rouges, mais "révolutionnaires" ?

- Qui nous aidera à comprendre ce lourd silence qui pèse sur l'histoire de la Commune ? Le refus de notre époque de situer l'autre borne de la période révolutionnaire dans les lois organiques de 1881-1882, immédiatement après l'écrasement de la Commune, mériterait d'être interrogé.

- Le mode de traitement de l'évènement qui semble prévaloir tourne tantôt à l'anecdote (cf. la - néanmoins - très belle chronique publiée cet été par **Le Monde**) tantôt à la célébration des Droits de l'Homme. N'y avait-il pas, n'y a-t-il pas une autre voie qui, à côté des deux autres, consisterait à actualiser les débats - ou quelques-uns d'entre eux - qui ont été au cœur de la bataille ? Et d'abord les débats dont on aurait tort de croire qu'ils ont été vidés de leurs enjeux, à force d'accords de surface. Nous voulons parler des débats idéologiques - oui idéologiques.

Nos trois interrogations convergent donc en un même point : le refus de tout unanimité de parade qui laisserait croire que 1789 a ouvert sur une société sans conflits.

1989 pourrait être l'année d'une autre révolution, celle de la lecture.

Tout se tient. Pour que la période dans laquelle nous sommes débouche, effectivement, sur cette nouvelle citoyenneté dont tout le monde parle, il y a nécessité de promouvoir une autre manière d'être lecteur.

Aplatir la question de la lecture à sa seule dimension technique, c'est cultiver l'illusion de l'existence d'une cohésion sociale, générée par le mythe égalitaire. Croire que le dernier progrès à accomplir, dans le domaine de la lecture, est d'inventer – enfin ! - la bonne méthode, c'est s'obstiner dans le refus, dénoncé plus haut, de considérer les groupes sociaux dans leurs oppositions.

D'un enfant à l'autre, seules varient les raisons qu'ils ont - ou qu'ils n'ont pas - de lire. Et ces raisons dépendent directement de leurs pouvoirs de comprendre le réel pour agir sur lui. L'école qui s'organise pour que ses élèves et ses maîtres exercent les responsabilités qui leur permettent de gérer leurs ressources et leurs contraintes, leurs besoins et leurs intérêts, leurs projets et les demandes de l'environnement, cette école œuvre pour donner à chacun de quoi se construire un statut de lecteur. Et le quartier qui met en réseau l'ensemble des équipements sociaux qui sont les siens et qui, par là, définit une politique globale avec ses habitants et à leur intention, ce quartier prolonge la tradition démocratique, la prolonge et en favorise les évolutions.

Parce que la lecture est une activité sociale, on ne peut imaginer d'action en faveur de la lecture qui ne passerait pas d'abord par un partage effectif des pouvoirs. Puisque nous nous voulons héritiers des valeurs qui sont celles de 1789, nous n'avons pas d'autre choix que de faire fond sur cette tradition pour que, partout où des groupes sociaux produisent et échangent, il y ait de la vie donc de la lecture.

Poser la question de la lecture, c'est bien poser la question du social et du politique. C'est refuser de clore la question de la révolution.

AFL